

L'honorable député d'Oshawa-Whitby (M. Broadbent), de son siège à la Chambre, demande la permission de proposer, en conformité des dispositions de l'article 26 du Règlement, l'ajournement de la Chambre en vue de la discussion d'une affaire déterminée et importante dont l'étude s'impose d'urgence, savoir, la révélation faite aujourd'hui de l'intention annoncée par l'exécutif du Congrès du travail du Canada d'abandonner toute collaboration avec le gouvernement fédéral.

En conséquence, la permission ayant été accordée de débattre cette question, M. l'Orateur, en conformité des dispositions du paragraphe (10) de l'article 26 du Règlement, ordonne que cette question reste en suspens jusqu'à huit heures ce soir.

Il est donné lecture de l'ordre portant troisième lecture du Bill C-58, Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu.

M. Chrétien, au nom de M. Faulkner, appuyé par M. Richardson, propose,—Que ce bill soit maintenant lu une troisième fois et adopté.

Il s'élève un débat;

Du consentement unanime, la Chambre revient à l'appel des *Questions inscrites au Feuilleton*.

En conformité des dispositions du paragraphe (4) de l'article 39 du Règlement, les trois questions suivantes sont transformées en ordres de dépôt de documents, savoir:

N° 3577—M. Beatty

1. En ce qui a trait aux contrats décrits dans les vingt-huit bulletins de Recherches et Développement publiés jusqu'à maintenant, y compris le numéro de juillet 1975 et adjugés par le ministère des Approvisionnements et Services, par ministère, a) quelle est la valeur totale des contrats, b) combien d'entre eux ont été annoncés publiquement avant d'être adjugés, c) quels en étaient le numéro et la description, d) quelle était leur valeur totale?

2. Parmi les contrats annoncés avant d'être accordés a) combien d'entre eux avaient reçu plus d'une offre, b) quels en étaient le numéro et la description, c) quelle était leur valeur totale?

3. Parmi les contrats qui ont fait l'objet de plus d'une offre a) quels contrats ont été accordés à d'autres qu'au moins offrant, b) dans chaque cas (i) quelles offres avaient été soumises (ii) par qui (iii) pourquoi, le contrat n'a-t-il pas été accordé au plus bas soumissionnaire?

4. Parmi les personnes et les associations auxquelles des contrats ont été accordés a) quel est le nom de ceux qui avaient travaillé pour le gouvernement auparavant, b) quand et pour qui avaient-ils travaillé, c) quels travaux avaient-ils effectués auparavant sous contrat pour le gouvernement, d) combien ces contrats avaient-ils coûté aux contribuables?

5. Quel est le nom des entrepreneurs ou des principaux candidats qui ont obtenu plus d'un contrat et, dans chaque cas, quels étaient a) le numéro, b) la description, c) la

valeur du contrat, d) les ministères clients? (Document parlementaire n° 301-2/3577).

N° 3654—M. Cossitt

1. Depuis le 20 avril 1968, combien en a-t-il coûté aux contribuables pour les meubles, l'équipement, les installations fixes, les moquettes et autres du bureau de chaque ministre, a) au Ministère, b) à la Chambre des communes?

2. Pour la même période de temps, quel a été le total des dépenses de tous les ministères? (Document parlementaire n° 301-2/3654).

N° 3778—M. Matte

1. Depuis 1970, le ministère des Travaux publics a-t-il consacré de l'argent à certains travaux dans la circonscription électorale de Champlain et, dans l'affirmative, combien?

2. Dans chaque cas, quels sont a) le genre de travaux effectués, b) le montant accordé, c) l'année (i) du début (ii) de la fin des travaux? (Document parlementaire n° 301-2/3778).

M. Blais, secrétaire parlementaire du président du Conseil privé, dépose la réponse aux ordres susdits.

A huit heures du soir, en conformité des dispositions de l'article 26 du Règlement, M. Broadbent, appuyé par M. Symes, propose,—Que la Chambre s'ajourne maintenant.

Après débat, M. l'Orateur déclare la motion adoptée.

États et rapports déposés auprès du Greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au Greffier de la Chambre, sont déposés sur la Table, conformément aux dispositions du paragraphe (1) de l'article 41 du Règlement, savoir:

Par M. Ouellet, membre du Conseil privé de la Reine,—Copies (en français et en anglais) de l'arrêté en conseil C.P. 1976-187, en date du 3 février 1976, modifiant la Partie II de l'annexe de la Loi sur les produits dangereux, conformément au paragraphe (3) de l'article 8 de cette Loi, chapitre H-3, S.R.C., 1970. (Document parlementaire n° 301-1/160M).

Par M. Sharp, membre du Conseil privé de la Reine,—Réponse supplémentaire à un ordre de la Chambre, en date du 3 novembre 1975 (Question n° 1847), demandant: 1. Combien de ministères ont contribué d'une façon quelconque au Festival international de la jeunesse francophone tenu à Québec, en août 1974?

2. Par ministère, quelle aide a-t-on apportée a) en argent et quelle est la liste détaillée de ces déboursés, b) en services et, dans chaque cas (i) quelle a été la nature de ces services (ii) quels ont été leurs coûts détaillés?

3. Par ministère, combien d'employés ont apporté une aide quelconque et, dans chaque cas, quels étaient a) leur poste au sein du ministère, b) leur échelle de traitement, c)